

Bundesgericht

Tribunal fédéral

Tribunale federale

Tribunal federal



CH-1000 Lausanne 14  
Dossier n° 11.5.2/22\_2019

Lausanne, le 18 juin 2019

## Communiqué de presse du Tribunal fédéral

Arrêt du 22 mai 2019 (6B\_378/2018)

### **Expulsion pénale de ressortissants européens et ALCP : expulsion d'un délinquant espagnol confirmée**

*Le Tribunal fédéral examine de manière approfondie le rapport entre l'expulsion pénale de ressortissants européens et l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) entre la Suisse et les Etats membres de l'Union européenne (UE). Les restrictions à la libre circulation des personnes, notamment pour des raisons d'ordre public, telles qu'envisagées par l'ALCP, lequel est motivé en premier lieu par des considérations de droit économique, ne doivent pas être interprétées restrictivement en droit pénal, mais sur la base du sens littéral de la disposition pertinente de l'ALCP. Dans le cas concret, l'expulsion d'un espagnol condamné à une peine avec sursis pour trafic de drogue, prononcée par le Tribunal cantonal zurichois, n'est pas contestable.*

Dans le logement du ressortissant espagnol, 590 grammes de mélange de cocaïne ont été retrouvés, lesquels étaient destinés à la vente. Le Tribunal d'arrondissement de Zurich l'a condamné en 2017 pour infraction qualifiée à la loi sur les stupéfiants à une peine privative de liberté de 19 mois, sous déduction de 140 jours de détention, respectivement d'exécution anticipée de peine. Le solde de la peine a été assorti du sursis. En outre, le Tribunal d'arrondissement a ordonné une expulsion d'une durée de sept ans. Le Tribunal cantonal zurichois a confirmé ce jugement en 2018.

Le Tribunal fédéral rejette le recours du condamné. Dans son arrêt, le Tribunal fédéral traite de la portée, en droit pénal, des normes de l'ALCP relatives à la restriction de la

libre circulation des personnes. Selon l'article 5 paragraphe 1 Annexe I ALCP concerné, les droits octroyés par l'ALCP ne peuvent être limités que par des mesures justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) laisse certes aux Etats membres une autonomie de principe dans l'interprétation et l'application de la disposition en question de l'ALCP, tout en limitant toutefois son application à une stricte interprétation. En droit des étrangers, la jurisprudence du Tribunal fédéral exige également que les limitations à la libre circulation des personnes soient interprétées de manière restrictive.

Dans son arrêt actuel, le Tribunal fédéral parvient à la conclusion que l'article 5 paragraphe 1 Annexe I ALCP ne doit pas être interprété restrictivement en matière pénale, mais plutôt à l'aune du sens propre de la norme. En cela, il y a lieu de tenir compte du fait que l'ALCP relève essentiellement du droit économique et ne constitue pas un accord de droit pénal. Dans un arrêt du mois de novembre dernier, le Tribunal fédéral a retenu que le séjour de ressortissants européens en Suisse était conditionné à un comportement conforme au droit (ATF 145 IV 55, communiqué de presse du 5 décembre 2018). L'interprétation restrictive que fait la CJUE des réserves prévues à l'article 5 paragraphe 1 annexe I ALCP doit être attribuée à une application à effet intégrateur et dynamique du droit, laquelle vise l'harmonisation et l'approfondissement de l'UE. La Suisse n'a pas, en droit pénal, à tenir compte de cette nuance de la jurisprudence de la CJUE.

Concrètement, les tribunaux doivent, dans chaque cas, examiner si l'ALCP peut empêcher une expulsion pénale. Il s'agit essentiellement d'un examen de la proportionnalité de l'acte étatique en lien avec la restriction à la libre circulation des personnes au sens de l'ALCP. Le critère déterminant pour l'expulsion pénale est l'intensité de la mise en danger de l'ordre public, de la sécurité, de la santé ou du bien commun par la volonté criminelle telle qu'elle se réalise dans les actes qui pourrait justifier une expulsion au sens de l'article 66a alinéa 1 du Code pénal. En l'espèce, il s'agit d'un trafic de drogue portant sur une quantité de cocaïne qui dépasse largement le seuil à partir duquel l'infraction est qualifiée. Le recourant a eu un comportement représentant une mise en danger actuelle de l'ordre public et de la santé de nombreuses personnes. C'est l'intention du législateur que de verrouiller le trafic de drogue par les étrangers. Cela ne pouvait être ignoré par l'intéressé, compte tenu du long débat politique autour de l'initiative pour le renvoi. L'ALCP lui permettait d'entrer en Suisse pour exercer une activité économique. En envisageant le commerce de cocaïne, il a pris consciemment le risque de perdre son droit de séjour.

**Contact :** Peter Josi, Chargé des médias  
Tél. +41 (0)21 318 91 53; Fax +41 (0)21 323 37 00  
Courriel : [presse@bger.ch](mailto:presse@bger.ch)

**Remarque** : Le communiqué de presse sert à l'information du public et des médias. Les expressions utilisées peuvent différer du libellé de l'arrêt. Pour la jurisprudence, seule la version écrite de l'arrêt fait foi.

L'arrêt est accessible à partir du 18 juin 2019 à 13:00 heures sur [www.tribunal-federal.ch](http://www.tribunal-federal.ch) :  
*Jurisprudence > Jurisprudence (gratuit) > Autres arrêts dès 2000 > entrer 6B\_378/2018.*